

2001 de l'Organisation Mondiale du Commerce sur le commerce mondial notait que le produit intérieur par habitant n'avait que légèrement augmenté en Afrique, ce qui mène à penser qu'il n'y a pas eu de progrès dans la lutte contre une pauvreté galopante.⁶⁰

Alors que l'aide internationale au développement est loin d'avoir tenu ses promesses, cette situation précaire est aggravée par le poids de la dette qui continue de grever les ressources de plusieurs pays africains. L'Afrique donne plus qu'elle ne reçoit car les pays sont très vulnérables sur le plan économique et consacrent une part importante de leurs ressources - qui pourraient servir à renforcer la sécurité humaine des populations - au remboursement de la dette.

Cette situation est également renforcée par les thérapies de choc des ajustements structurels administrés par les institutions de Bretton Woods, dont les coûts sociaux ont été très élevés et qui ont été fortement remises en questions ces dix dernières années.⁶¹ Les stratégies de réduction de la pauvreté pilotées par des organismes comme le Fonds Monétaire International et la Banque Mondiale ont été critiquées pour leur dirigisme et leur vide participatif, du fait de l'absence de consultations réelles et de prise en main par les acteurs nationaux comme les parlements et les groupes de la société civile. Les formules d'intervention axées sur le désengagement de l'État, conjuguées au poids de l'endettement, ont contribué à affaiblir les capacités d'intervention des États africains dans des secteurs comme la santé, l'éducation, l'emploi, la sécurité alimentaire etc.

Le Canada a fait des efforts pour l'allègement de la dette des pays pauvres. Un rapport du Comité permanent des affaires étrangères et du commerce international souligne que le pays a effacé pour environ 1,3 milliard de dettes officielles de pays en développement. Il a également fait pression pour un allègement accru de la dette de pays pauvres par l'entremise de l'Initiative pour alléger l'endettement des pays pauvres très endettés. Mais ces initiatives restent très timides, comparées au fardeau de l'endettement. Le rapport note que l'ancien ministre des Finances du Canada, Paul Martin, avait exprimé sa frustration au sujet de la lenteur du processus, car seulement cinq pays avaient bénéficié de cette initiative et que trois de ces pays continuaient de supporter des fardeaux de dette insoutenables.⁶²

⁶⁰ C'était le constat de l'Organisation mondiale du Commerce dans son rapport annuel de 2001 mais aussi de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) dans son étude intitulé : *Les pays les moins avancés, rapport 2002 : Échapper à l'engrenage de la pauvreté*, New York : Nations Unies, 2002.

⁶¹ L'Agence Canadienne de développement international (ACDI) a explicitement reconnu cette réalité dans son énoncé de politique pour la satisfaction des besoins humains fondamentaux qui prévoit des filets de sécurité, à savoir des fonds d'urgence pour réduire les effets négatifs de l'ajustement structurel - *Politique de l'ACDI en matière de satisfaction des besoins humains fondamentaux*, ACDI, 1997. Voir aussi le Conseil Canadien pour la Coopération internationale, *Bilan de l'aide 2002 : Examen indépendant de la réduction de la pauvreté et de l'aide au développement, regard sur la conditionnalité et la prise en main, résumé des principaux messages*, disponible au <http://www.cci.ca>

⁶² Comité permanent des affaires étrangères et du commerce international, *Assurer le progrès de l'Afrique et du reste du monde : un rapport sur les priorités canadiennes en vue du sommet du G8 de 2002*, Chambre des Communes du Canada, Juin 2002.